

**Arrêté préfectoral complémentaire n° 2022 - 0112 du 31 janvier 2022  
portant suivi post-exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND)  
exploitée par la société SUEZ RV Centre Ouest et située sur le territoire  
de la commune d'Orval, au lieu-dit "Le Champ du Balai"**

**Le Préfet du Cher**  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de l'environnement et notamment son livre V relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

**Vu** le décret du 5 février 2020 du président de la République portant nomination de M. Jean-Christophe BOUVIER, préfet du Cher ;

**Vu** le décret du 17 août 2021 du président de la République portant nomination de M. Carl ACCETONE, secrétaire général de la préfecture du Cher ;

**Vu** l'arrêté ministériel modifié du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel modifié du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

**Vu** l'arrêté ministériel modifié du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitutions de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

**Vu** la circulaire DPPR/SDPD n°96-858 du 28 mai 1996 modifiée, relative aux garanties financières pour l'exploitation d'installations de stockage de déchets ;

**Vu** la circulaire DPPR/SDPD/BGTD/SD n°532 du 23 avril 1999 relative aux garanties financières pour les installations de stockage de déchets ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 1999.1.1059 du 11 octobre 1999 autorisant la société GENET, société régionale du groupe SITA, à exploiter un centre d'enfouissement technique d'ordures ménagères et de déchets industriels provenant d'installations classées, assimilables aux ordures ménagères ainsi qu'une déchetterie sur la commune d'Orval, sur la parcelle n° 1, section ZB, pour une durée de 27 ans ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2002.1.1404 du 17 octobre 2002 donnant récépissé à la société SITA Centre Ouest, dont le siège social est sis à Montlouis-sur-Loire (37 270), ZA de Conneuil, 6 rue Gaspard Monge, de sa déclaration du 15 mai 2002 faisant connaître qu'au 30 mars 2002 la société GENET a changé sa dénomination sociale en SITA Centre Ouest et poursuit l'exploitation du centre de stockage de déchets ménagers et assimilés et de la déchetterie sur le territoire de la commune d'Orval, au lieu-dit "Le Champ du Balai" ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2002.1.1432 du 22 octobre 2002 autorisant la SA SITA Centre Ouest à exploiter une plate-forme de broyage de déchets verts sur le centre d'enfouissement technique d'Orval ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2002.1.1433 du 22 octobre 2002 portant agrément pour la valorisation par broyage en vue d'une utilisation comme amendement organique de déchets d'emballages tertiaires en bois (palettes d'origine artisanale) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2003.1.171 du 10 février 2003 autorisant la SA SITA Centre Ouest à exploiter sur le centre d'enfouissement d'Orval une station de transit de résidus urbains ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2003.1.295 du 13 mars 2003 modifiant l'arrêté du 11 octobre 1999 susvisé en ce qui concerne la mise en conformité avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1977 modifié par les arrêtés du 31 décembre 2001 et 3 avril 2002 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2004.1.075 du 30 janvier 2004 modifié autorisant et réglementant une installation de stockage, transit et traitement de déchets ménagers et assimilés et de déchets organiques classée pour la protection de l'environnement sur la commune d'Orval et intégrant les dispositions des arrêtés n° 1999.1.1059 du 11 octobre 1999, n° 2002.1.1404 du 17 octobre 2002, n° 2002.1.1432 du 22 octobre 2002, n° 2002.1.1433 du 22 octobre 2002, n° 2003.1.171 du 10 février 2003, n° 2003.1.295 du 13 mars 2003 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2005.1.1040 du 16 septembre 2005 autorisant la société SITA Centre Ouest à modifier son mode d'exploitation, à mettre en œuvre une recirculation des lixiviats et à accueillir des déchets ménagers spéciaux sur le site d'Orval ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2011.1.024 du 18 janvier 2011 imposant des prescriptions complémentaires à la société SITA Centre Ouest à Orval ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013-DDCSPP-014 du 8 janvier 2013 prescrivant des modifications des conditions de fonctionnement de l'installation de stockage de déchets non dangereux que la société SITA Centre Ouest exploite sur la commune d'Orval ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014-DDCSPP-019 du 29 janvier 2014 portant modification des prescriptions de fonctionnement des installations de la société SITA Centre Ouest implantées sur le territoire de la commune d'Orval pour le traitement des lixiviats in-situ et la valorisation du biogaz, ainsi que la recirculation des lixiviats dans les alvéoles du site ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2021-1047 du 14 septembre 2021 accordant délégation de signature à M. Carl ACCETONE, secrétaire général de la préfecture du Cher, sous-préfet de l'arrondissement de Bourges ;

**Vu** le courrier du 9 septembre 2018 à Madame la préfète du Cher signalant le changement de dénomination sociale de la société SITA Centre Ouest en SUEZ RV Centre Ouest ;

**Vu** le dossier de « cessation d'activité de l'installation de stockage de déchets non dangereux d'Orval » du 20 octobre 2017, complété le 9 novembre 2018 par un dossier de récolement du réaménagement final, présenté par la société SUEZ RV Centre Ouest dont le siège social est situé, ZA du Conneuil, 6, rue Gaspard Monge 37 270 Montlouis-sur-Loire, à l'effet de porter à connaissance du réaménagement final du site, du début du suivi post-exploitation de l'installation ainsi que l'actualisation des garanties financières ;

**Vu** le courrier du 18 novembre 2019 de Madame la préfète du Cher prenant acte du réaménagement conforme de l'installation de stockage de déchets non dangereux et validant la date du 9 novembre 2018 comme date de début de la période de suivi post-exploitation des installations ;

**Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 14 septembre 2021;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 23 septembre 2021 à la connaissance du demandeur ;

**Vu** la lettre de l'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux d'Orval, en date du 7 octobre 2021 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

**Vu** les propositions de l'inspection des installations classées en date du 7 janvier 2022 ;

**Considérant** que le site a cessé l'activité de stockage de déchets non dangereux depuis le 30 septembre 2017 ;

**Considérant** que le réaménagement conforme du site a été acté par courrier préfectoral en date du 18 novembre 2018 ;

**Considérant** que la période de suivi post-exploitation a débuté le 9 novembre 2018 ;

**Considérant** le « dossier de cessation d'activité de l'installation de stockage de déchets non dangereux » ainsi que le « dossier de récolement des ouvrages exécutés et de réaménagement final » transmis par la société SUEZ RV Centre Ouest, en préfecture du Cher, portant demande de début de suivi post-exploitation de l'installation d'Orval ;

**Considérant** que le site a fait l'objet d'une remise en état et d'une couverture finale par la mise en place d'une couche de terre végétale ;

**Considérant** qu'en conséquence, les couvertures du site doivent être protégées de toute détérioration ;

**Considérant** la nécessité de poursuivre la surveillance de la qualité du biogaz, de la qualité des eaux souterraines, des lixiviats et des eaux de ruissellement rejetées au milieu naturel ;

**Considérant** qu'il s'impose une surveillance des milieux ;

**Considérant** que le changement d'activité de l'installation rend nécessaire l'actualisation des garanties financières ;

**Considérant** que les modifications de surveillance des indicateurs environnementaux ne présentent pas un caractère substantiel ;

**Considérant** qu'il convient d'adapter les prescriptions relatives aux conditions de suivi post-exploitation et aux garanties financières de l'installation ;

**Sur** proposition de M. le secrétaire général de la préfecture du Cher ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1**

L'arrêté préfectoral n° 2004.1.075 du 30 janvier 2004 modifié, susvisé autorisant la société SUEZ RV Centre Ouest dont le siège social est situé ZA du Conneuil, 6, rue Gaspard Monge 37 270 Montlouis-sur-Loire, à exploiter une installation de stockage, transit et traitement de déchets ménagers et assimilés et de déchets organiques classée pour la protection de l'environnement sur la commune d'Orval, est adapté selon les dispositions du présent arrêté.

## **ARTICLE 2**

L'article 1.1 « Autorisation » de l'arrêté préfectoral n° 2004.1.075 du 30 janvier 2004 modifié est remplacé par l'article suivant :

### **Article 1.1 Autorisation**

La société SUEZ RV Centre Ouest, dont le siège social est à Montlouis-sur-Loire (37 270), ZAC de Conneuil, 6 rue Gaspard Monge, est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux fermée, située au lieu-dit « Le Champ de Balai », sur la commune d'Orval comprenant les installations classées pour la protection de l'environnement visées par l'article 1.2. du présent arrêté.

## **ARTICLE 3**

L'article 1.2.1 « Liste des installations classées de l'établissement » de l'arrêté préfectoral n° 2004.1.075 du 30 janvier 2004 modifié est remplacé par l'article suivant :

### **Article 1.2.1 Liste des installations classées de l'établissement**

Numéro de la rubrique	Libelle de la rubrique	Régime
2760-2 b	Installation de stockage de déchets, à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 2720 : 2 b : Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 (déchets inertes) et celles mentionnées au a.	A

## **ARTICLE 4**

Les articles de l'arrêté préfectoral n° 2004.1.075 du 30 janvier 2004 modifié listés dans le tableau ci-dessous sont abrogés.

N° article	Titre de l'article	Commentaires
1.2.2	Nature et origine des déchets admissibles sur la décharge	Plus d'activité
1.2.3	Nature et origine des déchets admissibles à la déchetterie	Plus d'activité
1.2.4	Nature et origine des déchets admissibles sur la plate-forme de compostage de déchets organiques	Plus d'activité
1.2.5	Nature et origine des déchets admissibles sur la plate-forme de broyage de déchets verts	Plus d'activité
1.2.6	Nature et origine des déchets admissibles sur la station de transit	Plus d'activité
2.5	Taxes et redevances	Plus d'activité
3.3.1	Information préalable - certificat d'acceptation préalable	Plus d'activité
3.3.2	Contrôle du déchet à l'entrée du site	Plus d'activité
3.5.1	Exploitation des casiers et des alvéoles	Plus d'activité
3.5.2	Mise en place des déchets dans les alvéoles	Plus d'activité
3.10.5	Cessation définitive du suivi de l'installation	Détaillé à l'article 3.10.3.2 du présent arrêté
4	Dispositions applicables à la déchetterie	Cessation d'activité de la déchetterie

5	Dispositions applicables à la plate-forme de compostage de déchets organiques	Cessation de l'activité de compostage
6	Dispositions applicables à la plate-forme de broyage de déchets verts	Cessation de l'activité de broyage de déchets verts
7	Dispositions applicables à la station de transit	Cessation de l'activité de transit
8.2	Prévention des nuisances sonores	Plus d'activité
8.3.2	Prévention des autres nuisances : Envols	Plus d'activité
8.3.3	Prévention des autres nuisances : Autres nuisances	Plus d'activité
8.5.4.2	Gardiennage	Plus d'activité
8.5.7	Risque incendie	Plus d'activité

## **ARTICLE 5**

L'article 2.3 « Contrôle et analyses (inopinés ou non » de l'arrêté préfectoral n° 2004.1.075 du 30 janvier 2004 est remplacé par l'article suivant :

### **Article 2.3 Contrôle et analyses (inopinés ou non)**

Tous les contrôles et analyses sont exécutés par des organismes agréés, à l'exclusion des analyses réalisées en autosurveillance.

Les contrôles périodiques prévus par le présent arrêté doivent être réalisés durant les périodes de fonctionnement normal des installations contrôlées. Les frais occasionnés par ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

Des mesures et analyses exécutées au moins une fois par an par un organisme compétent servent à valider les dispositifs d' autosurveillance utilisés par l'exploitant.

Des contrôles, prélèvements et analyses inopinés d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols peuvent être exécutés à la demande de l'inspection des installations classées pour vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation sur les installations classées. Les frais occasionnés par ces vérifications sont supportés par l'exploitant.

Un état récapitulatif de l'ensemble des analyses et mesures effectuées sur les rejets liquides et gazeux sera adressé chaque année, avant le 31 mars, à l'inspection des installations classées.

Cet état sera accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

## **ARTICLE 6**

L'article 2.4 « Garanties financières » de l'arrêté préfectoral n° 2004.1.075 du 30 janvier 2004 est remplacé par les articles suivants :

### **Article 2.4- Garanties financières**

#### ***Article 2.4.1- Objet des garanties financières***

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour l'activité de stockage de déchets de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par le suivi post-exploitation du site et du suivi des milieux, soit une durée minimale de 25 ans.

#### **Article 2.4.2- Renouvellement des garanties financières**

L'exploitant adresse au préfet du Cher le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins 3 mois avant leur échéance. Une copie est également transmise à l'inspection des installations classées, pour information, à la même date.

#### **Article 2.4.3- Actualisation des garanties financières**

Les garanties financières calculées selon la circulaire DPPR/SDPD n°96-858 du 28 mai 1996 modifiée et la circulaire DPPR/SDPD/BGTD/SD n°532 du 23 avril 1999 relative aux garanties financières pour les installations de stockage de déchets.

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet du Cher dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

L'actualisation du montant des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. La demande de modification pour actualisation des garanties financières de chaque période restant à couvrir est adressé au préfet du Cher, au plus tard 6 mois avant l'échéance de la période de garantie en cours.

L'exploitant adresse au préfet du Cher le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ainsi que la valeur datée du dernier indice public TP01.

Une copie de ces documents sera également transmise à l'inspection des installations classées, pour information, à la même date.

#### **Article 2.4.4- Révision du montant des garanties financières**

Le montant des garanties financières peut être révisé lors de toute modification des conditions de suivi post-exploitation et surveillance des milieux telle que définie aux articles 3.10.3.2 et 3.10.3.3 du présent arrêté.

#### **Article 2.4.5- Absence de garanties financières**

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code. Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

#### **Article 2.4.6- Appel des garanties financières**

En cas de défaillance de l'exploitant, le préfet du Cher peut faire appel aux garanties financières :

- en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières, et nécessitant une intervention ;
- pour la mise en œuvre des prescriptions du présent arrêté en matière de surveillance et de suivi des installations de stockage de déchets ;
- pour la remise en état du site.

#### ***Article 2.4.7- Levée de l'obligation de garanties financières***

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral à la fin de la période de suivi telle que définie à l'article 3.10.3.3 du présent arrêté et selon les modalités précisées au même article.

### **ARTICLE 7**

L'article 2.6 « Information » de l'arrêté préfectoral n° 2004.1.075 du 30 janvier 2004 est remplacé par l'article suivant :

#### ***Article 2.6 Information***

Une fois par an et conformément à l'article R. 125-2 du code de l'environnement, l'exploitant établit un dossier de synthèse sur l'exploitation de son installation.

### **ARTICLE 8**

#### ***Article 8.1***

L'article 3.7.6.1 « Lixiviats » de l'arrêté préfectoral n° 2004.1.075 du 30 janvier 2004 modifié est remplacé par l'article suivant :

#### ***Article 3.7.6.1- Surveillance et gestion des lixiviats***

Les contrôles portent sur le système de drainage des lixiviats et sur la qualité des effluents recirculés ou envoyés en station de traitement des eaux usées.

La surveillance des lixiviats est effectuée semestriellement. Les paramètres surveillés sont : volumes des lixiviats collectés, pH, DCO, DBO<sub>5</sub>, MES, COT, HCT, NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, SO<sub>4</sub><sup>2-</sup>, Cl, P tot, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NGL, CN libres, conductivité, et Phénols.

Aucun rejet de lixiviats au milieu naturel n'est autorisé sur site. Les lixiviats sont évacués pour traitement en station d'épuration de Saint-Amand-Montrond conformément à la convention établie avec la collectivité et l'exploitant de la station. La convention fia convention acceptée des différents partis, est transmise à l'inspection des installations classées dès notification du présent arrêté.

#### ***Article 8.2***

L'article 3.7.6.2 « Eaux de ruissellement » de l'arrêté préfectoral n° 2004.1.075 du 30 janvier 2004 modifié est remplacé par l'article suivant :

#### ***Article 3.7.6.2- Surveillance des eaux de ruissellement***

Les actions de suivi portent sur le contrôle du bon écoulement des eaux au sein des fossés (internes et externes) ainsi que sur la qualité des eaux de ruissellement.

Un contrôle annuel des eaux de ruissellement externes au site est effectué. Les paramètres analysés sont le pH et la résistivité.

La qualité des eaux de ruissellement internes fait l'objet d'un suivi semestriel pour les paramètres suivants : pH, résistivité, MES, COT, DCO, DBO<sub>5</sub>, NGL, P total et Phénols.

Au minimum, les rejets respectent les valeurs suivantes :

Paramètres	Valeurs
pH	5,5 et 8,5
MES	< 100 mg/l
COT	< 70 mg/l
DCO	< 300 mg/l
DBO5	< 100 mg/l
NGL	< 30 mg/l
Ptotal	< 10 mg/l
Phénols	< 0,1 mg/l

### **Article 8.3**

L'article 3.7.6.3 « Eaux souterraines » de l'arrêté préfectoral n° 2004.1.075 du 30 janvier 2004 modifié est remplacé par l'article suivant :

#### **Article 3.7.6.3- Surveillance des eaux souterraines**

Les mesures de protection doivent garantir l'absence d'infiltration au droit de la zone réaménagée.

Les prélèvements et analyses sont réalisés conformément au document AFNOR FD X31-615 de décembre 2000, par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant.

La surveillance des eaux souterraines est réalisée semestriellement (basses et hautes eaux) par l'intermédiaire de 4 piézomètres (plan en annexe). Les paramètres suivis sont : la hauteur d'eau, pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO<sup>2-</sup>, NO<sup>3-</sup>, NH<sup>4+</sup>, SO<sub>4</sub><sup>2-</sup>, NTK, Cl<sup>-</sup>, PO<sub>4</sub><sup>3-</sup>, K<sup>+</sup>, Ca<sup>2+</sup>, Mg<sup>2+</sup>, DCO, DBO5, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX, Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques et salmonelles.

De plus, tous les 5 ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines. Cette analyse est réalisée soit par un laboratoire agréé par l'autorité de sûreté nucléaire, soit par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines est observée par l'exploitant, après avis de l'inspection des installations classées, celui-ci met en place un plan d'actions et de surveillance renforcée.

### **Article 8.4**

Les articles 3.8.2, 3.8.3 et 3.8.4 « Suivi du biogaz » « Valeurs limites des rejets atmosphériques » « Surveillance des rejets » de l'arrêté préfectoral n° 2004.1.075 du 30 janvier 2004 modifié sont remplacés par l'article suivant :

#### **Article 3.8.2- Surveillance et gestion du biogaz**

La vérification de la production de biogaz se fait au niveau des dispositifs de traitement où une mesure des principaux gaz permet d'évaluer la production de biogaz et de valider les prévisions de production.



Un contrôle mensuel des équipements de collecte et de traitement du biogaz est effectué jusqu'au passage en gestion passive du biogaz.

Les mesures de composition des gaz sont effectuées semestriellement sur les paramètres : CH<sub>4</sub>, CO<sub>2</sub>, O<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>S, H<sub>2</sub> et H<sub>2</sub>O.

Les équipements de valorisation et de destruction du biogaz sont contrôlés semestriellement.

La qualité du gaz rejeté est contrôlé en sortie de torchère annuellement ou toutes les 4 500 h de fonctionnement sur les paramètres SO<sub>2</sub> et CO. Les valeurs limites sont : CO < 150 mg/Nm<sup>3</sup> et SO<sub>2</sub> < 300 mg/Nm<sup>3</sup>.

### **Article 8.5**

L'article 3.10.2 « Premier programme de suivi après exploitation » de l'arrêté préfectoral n° 2004.1.075 du 30 janvier 2004 modifié est remplacé par l'article suivant :

#### ***Article 3.10.2- Surveillance et gestion du site***

L'installation est visitée et entretenue régulièrement. La clôture et la végétation présente sur le site sont maintenues et entretenues.

Le suivi du modelé du site est réalisé par un relevé topographique effectué tous les ans.

### **Article 8.6**

L'article 3.10.3 « Second programme de suivi » de l'arrêté préfectoral n°2004.1.075 du 30 janvier 2004 modifié est remplacé par les articles suivants :

#### ***Article 3.10.3- Suivi post-exploitation***

Le suivi post-exploitation est constitué d'un programme d'une durée de 20 ans minimum à compter du 9 novembre 2018.

##### ***Article 3.10.3.1- Programme de suivi post-exploitation***

La surveillance générale du site est réalisée par des visites périodiques effectuées par la société SUEZ RV Centre Ouest conformément à l'article 37 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié.

Cette surveillance porte sur le suivi des eaux souterraines, des eaux de ruissellement internes et externes au site, des lixiviats, du biogaz et du l'état général du site (clôture, végétation et modelé de la couverture).

Cette surveillance fait l'objet d'un rapport annuel comportant le compte rendu de visite, les résultats d'analyses, le relevé topographique effectué tous les ans. Ce rapport est transmis à l'inspection des installations classées.

L'exploitant établit et transmet au préfet un rapport de synthèse des mesures réalisées dans le cadre du programme de suivi post-exploitation accompagné de ses commentaires :

- à l'issue des 5 premières années de la période de suivi post-exploitation ;
- après 10 années de suivi post-exploitation.

### **Article 3.10.3.2- Dispositions de fin de suivi post-exploitation**

À l'issue de vingt années de suivi de post-exploitation, l'exploitant arrête les équipements de collecte et de traitement des effluents encore en place.

L'exploitant adresse au préfet du Cher un rapport reprenant les résultats des mesures et contrôles réalisés et les compare à ceux obtenus lors des mesures réalisées avant la mise en exploitation de l'installation, aux hypothèses prises en compte dans l'étude d'impact, aux résultats des mesures effectuées durant la période de post-exploitation écoulée.

Sur la base du rapport qui démontre le bon état du réaménagement final, démontre l'absence d'impact sur l'air et sur les eaux souterraines et superficielles, fait un état des lieux des équipements existants, des équipements que l'exploitant souhaite démanteler et des dispositifs de gestion passive des effluents mis en place, l'exploitant peut proposer au préfet du Cher de mettre fin à la période de post-exploitation ou de la prolonger. En cas de prolongement, il peut proposer des modifications à apporter aux équipements de gestion des effluents encore en place.

Le préfet du Cher peut valider la fin de la période de post-exploitation, sur la base du rapport transmis, par un arrêté préfectoral de fin de post-exploitation pris dans les formes prévues à l'article R. 512-33 du code de l'environnement qui :

- prescrit les mesures de surveillance des milieux prévues à l'article 38 de l'arrêté du 15 février 2016 modifié ;
- lève l'obligation de la bande d'isolement prévue à l'article 7 de l'arrêté du 15 février 2016 modifié ;
- autorise l'affectation de la zone réaménagée aux usages compatibles avec son réaménagement, sous condition de mise en place de servitudes d'utilité publique définissant les restrictions d'usage du sol.

Si le rapport fourni par l'exploitant ne permet pas de valider la fin de la période de post-exploitation, cette période est prolongée de cinq ans.

### **Article 3.10.3.3- Période de surveillance des milieux**

La période de surveillance des milieux conformément à l'article 38 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié, débute à la notification de l'arrêté préfectoral actant la fin de la période de post-exploitation et précisant les mesures de suivi de ces milieux. Elle dure cinq années.

À l'issue de cette période quinquennale, un rapport de surveillance est transmis au préfet du Cher et au maire de la commune d'Orval.

Si les données de surveillance des milieux ne montrent pas de dégradation des paramètres contrôlés tant du point de vue de l'air que des eaux souterraines et, au vu des mesures de surveillance prescrites, en cas d'absence d'évolution d'impact, sans discontinuité des paramètres de suivi de ces milieux pendant cinq ans, le préfet du Cher peut prononcer la levée de l'obligation des garanties financières et la fin des mesures de surveillance des milieux par arrêté préfectoral pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Si le rapport fourni par l'exploitant ne permet pas de valider la fin de la surveillance des milieux, la période de surveillance des milieux est reconduite pour cinq ans.

## **ARTICLE 9**

L'avant-dernier alinéa de l'article 8.1.1 « Prévention des pollutions accidentelles » de l'arrêté préfectoral n° 2004.1.075 du 30 janvier 2004 modifié est supprimé.

## **ARTICLE 10**

L'article 8.4 « Déchets résultant de l'exploitation de la décharge, de la déchetterie, de la plate-forme de compostage de déchets organiques, de la plate-forme de broyage de déchets verts et de la station de transit » de l'arrêté préfectoral n°2004.1.075 du 30 janvier 2004 modifié est remplacé par l'article suivant :

### **Article 8.4 Déchets résultant de l'installation**

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise dans le respect des dispositions du chapitre 1er du titre IV du livre V du code de l'environnement susvisé.

## **ARTICLE 11**

L'article 9.2 « Documents à transmettre » et l'article 9.3 « Documents à tenir à disposition » de l'arrêté préfectoral n° 2004.1.075 du 30 janvier 2004 modifié sont remplacés par l'article 2.6 lui-même modifié par le présent arrêté.

Les documents à transmettre et/ou à tenir à disposition sont ceux relatifs au suivi long terme du site. Une synthèse de ces documents est présentée dans le rapport demandé à l'article 2.6.

## **ARTICLE 12**

Dans l'attente de l'arrêté préfectoral prescrivant des servitudes d'utilité publique relatives à l'usage des terrains, aucune activité n'est admise sur le site, hormis le suivi post-exploitation imposé par le présent arrêté.

## **ARTICLE 13**

Dans le cas où l'une des obligations prévues par le présent arrêté ne serait pas satisfaite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les mesures et sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 14**

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée en mairie d'Orval et peut y être consultée.

2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie d'Orval pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par les soins de Mme la maire d'Orval à la préfecture du Cher.

3° Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Cher qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de deux mois.

## **ARTICLE 15**

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45 057 ORLEANS CEDEX 1 :

– par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

– par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

– un recours gracieux, adressé à monsieur le préfet du Cher, Place Marcel Plaisant, CS 60 022, 18 020 Bourges Cedex;

– un recours hiérarchique, adressé à madame la ministre de la Transition Écologique, Direction Générale de la Prévention des Risques, Arche de La Défense, Paroi Nord, 92 055 La Défense Cedex.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication du présent arrêté ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

## **ARTICLE 16**

Le secrétaire général de la préfecture du Cher, la maire d'Orval, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur est adressée ainsi qu'à la société SUEZ RV Centre Ouest et à la sous-préfète de Saint-Amand.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Carl ACCETTONNE

## ANNEXES

Annexe 1 : Plan de situation du site

Annexe 2 : Plan de localisation des piézomètres

### **Annexe 1**



*Figure 1 : Situation géographique de l'ISDND d'Orval (Géoportail, 2017)*

## Annexe 2



Figure 5 : Carte de localisation des piézomètres (Google Maps, 2017)